

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 781

[S - C - 99/09315]

8 MARS 1999

Loi instaurant un Conseil consultatif de la magistrature (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Section 1^{re}. — De la composition

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué pour l'ensemble de la Belgique un Conseil consultatif de la magistrature, ci-après dénommé le Conseil consultatif. Le Conseil consultatif est composé de 44 membres; il se compose d'un collège néerlandophone et d'un collège francophone, comportant chacun 22 membres.

§ 2. Chaque collège est composé, par degré de juridiction, de :

— quatre membres des cours, dont au moins un membre appartenant à la Cour de cassation et un membre appartenant à une cour du travail, ainsi qu'au moins un membre de chaque sexe;

— deux membres du ministère public près ces cours, dont au moins un membre de chaque sexe;

— dix membres des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux du commerce et des tribunaux de police, dont au moins un membre appartenant à un tribunal du travail, un membre appartenant à un tribunal du commerce et un membre appartenant à un tribunal de police, ainsi qu'au moins trois membres de chaque sexe;

— quatre membres du ministère public près ces tribunaux ou près le Conseil de guerre, dont au moins un membre appartenant à un audiorat, ainsi qu'au moins un membre de chaque sexe;

— deux juges de paix, dont au moins un de chaque sexe.

Section 2. — De la désignation des membres

Art. 3. § 1^{er}. Les membres du Conseil consultatif sont élus directement par et parmi les magistrats de carrière effectifs du rôle linguistique correspondant. Il existe des collèges électoraux pour l'élection des membres du collège néerlandophone et des collèges électoraux pour l'élection des membres du collège francophone.

Pour la magistrature assise, les collèges électoraux sont organisés par degré de juridiction et sont composés somme suit :

— le collège électoral pour les cours est composé des magistrats assis de la Cour de cassation, des magistrats du ministère public près la Cour de cassation ainsi que des magistrats assis des cours d'appel, des cours du travail et de la Cour militaire;

— le collège électoral pour les tribunaux est composé des magistrats assis des tribunaux de première instance, des tribunaux du commerce, des tribunaux du travail et des tribunaux de police;

— le collège électoral pour les juges de paix est composé des juges de paix.

Pour les magistrats du ministère public, un seul collège électoral est organisé pour tous les degrés de juridiction. Ce collège électoral est composé des magistrats du ministère public près les cours d'appel, les cours du travail et les tribunaux de première instance.

Les magistrats d'assistance et les magistrats fédéraux sont réputés faire partie des membres de la cour d'appel de Bruxelles.

Seuls les magistrats effectifs qui, au jour des élections, sont âgés d'au moins quatre années de moins que la limite d'âge visée à l'article 383, § 1^{er}, du Code judiciaire sont éligibles.

§ 2. Le vote est secret. Chaque magistrat dispose d'un suffrage.

Pour chaque membre, un suppléant de même titre est élu selon les mêmes modalités.

La procédure d'élection est organisée par le Conseil consultatif en collaboration avec le ministère de la Justice selon des règles établies par arrêté royal.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 781

[S - C - 99/09315]

8 MAART 1999

Wet tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Afdeling 1. — Samenstelling

Art. 2. § 1. Er wordt voor geheel België een Adviesraad van de magistratuur ingesteld, hierna genoemd de Adviesraad. De Adviesraad is samengesteld uit 44 leden; hij bestaat uit een Nederlandstalig college en uit een Franstalig college, die elk 22 leden tellen.

§ 2. Elk college is per graad van rechtsmacht samengesteld uit :

— vier leden van de hoven, waarvan ten minste een lid behoort tot het Hof van Cassatie en één lid tot een arbeidshof en waarvan ten minste een lid van elk geslacht;

— twee leden van het openbaar ministerie bij deze hoven, waarvan ten minste een lid van elk geslacht;

— tien leden van de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, waarvan ten minste een lid behoort tot een arbeidsrechtbank, een lid tot een rechtbank van koophandel en een lid tot een politierechtbank en waarvan ten minste drie leden van elk geslacht;

— vier leden van het openbaar ministerie bij deze rechtbanken of bij de Krijgsraad, waarvan ten minste een lid behoort tot een auditoraat en waarvan ten minste een lid van elk geslacht;

— twee vrederechters, waarvan ten minste een lid van elk geslacht.

Afdeling 2. — Aanwijzing van de leden

Art. 3. § 1. De leden van de Adviesraad worden rechtstreeks verkozen door en uit de beroepsmagistraten in actieve dienst van de overeenkomstige taalrol. Er bestaan kiescolleges voor de verkiezing van de leden van het Nederlandstalig college en kiescolleges voor de verkiezing van de leden van het Franstalig college.

Voor de zittende magistratuur worden de kiescolleges georganiseerd per graad van rechtsmacht en zijn samengesteld als volgt :

— het kiescollege voor de hoven bestaat uit de zittende magistraten van het Hof van Cassatie, de magistraten van het openbaar ministerie bij het Hof van Cassatie en de zittende magistraten van de hoven van beroep, de arbeidshoven en het Militair Gerechtshof;

— het kiescollege voor de rechtbanken bestaat uit de zittende magistraten van de rechtbanken van eerste aanleg, de rechtbanken van koophandel, de arbeidsrechtbanken en de politierechtbanken;

— het kiescollege voor de vrederechters bestaat uit de vrederechters.

Voor de magistraten van het openbaar ministerie wordt voor alle graden van rechtsmacht één kiescollege georganiseerd. Het is samengesteld uit de magistraten van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep, de arbeidshoven en de rechtbanken van eerste aanleg.

De bijstandsmagistraten en de federale magistraten worden verondersteld deel uit te maken van de leden van het hof van beroep te Brussel.

Alleen de magistraten in actieve dienst die op de dag van de verkiezingen ten minste vier jaar van de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 383, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek zijn verwijderd, zijn verkiesbaar.

§ 2. De stemming is geheim. Elke magistraat beschikt over één stem.

Op dezelfde wijze wordt voor elk lid een plaatsvervanger van dezelfde hoedanigheid gekozen.

De verkiezingsprocedure wordt georganiseerd door de Adviesraad in samenwerking met het ministerie van Justitie volgens de regels vastgesteld bij koninklijk besluit.

§ 3. Le classement des candidats est établi par collège électoral, en fonction du nombre de suffrages obtenu. Dans cet ordre sont élus les magistrats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages et qui répondent également aux critères de composition auxquels chaque collège doit satisfaire, tels que prévus à l'article 2, § 2. En cas de parité des suffrages, la priorité est donnée au plus jeune des candidats.

§ 4. Il est d'office mis fin au mandat au sein du Conseil consultatif lorsqu'un membre :

- 1° n'exerce plus ses fonctions de magistrat;
- 2° ne dispose plus de la qualité sur la base de laquelle il a été élu au sein du Conseil consultatif;
- 3° devient membre du Conseil supérieur de la Justice.

§ 5. Les magistrats suppléants, les juges consulaires ainsi que les juges et les conseillers sociaux forment pour chaque rôle linguistique des collèges électoraux distincts. Chaque collège électoral élit deux représentants parmi ses membres. Chaque membre du collège électoral dispose d'un suffrage. Pour chaque représentant, un suppléant est élu selon les mêmes modalités.

Section 3. — Du fonctionnement

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du Conseil consultatif siègent pour une période de quatre ans, renouvelable une fois.

La publication de la liste des membres du Conseil consultatif et de leurs suppléants au *Moniteur belge* fait office d'installation.

§ 2. Chaque collège élit parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire. Ceux-ci constituent ensemble le Bureau du Conseil consultatif.

La présidence du Conseil consultatif est exercée à tour de rôle par un des deux présidents pendant un délai de deux ans, à commencer par le président le plus âgé.

En l'absence du président, la présidence est assurée par le vice-président appartenant au même collège.

§ 3. Font partie de l'assemblée générale, avec voix consultative :

- le représentant d'une association de magistrats, comptant au moins 75 membres durant un an. Ce délai est prolongé chaque fois d'un an à condition que cette association compte au moins 75 membres au premier janvier de l'année civile;
- le président de l'association des magistrats germanophones;
- les représentants des magistrats suppléants, juges consulaires, juges et conseillers sociaux visés à l'article 3, § 5.

§ 4. Le Bureau prépare les assemblées générales, en exécute les décisions, et en coordonne les activités.

§ 5. Sans préjudice de dispositions contraires, les décisions de l'assemblée générale, des collèges et du Bureau sont prises à la majorité simple des suffrages, à la condition qu'au moins la moitié des membres soient présents. En cas de parité des suffrages, la voix du président est prépondérante.

§ 6. L'assemblée générale et les collèges établissent un règlement d'ordre intérieur fixant les modalités de leur fonctionnement.

§ 7. Tout membre empêché ou absent est remplacé par son suppléant. Le membre dont le mandat vient prématurément à échéance est remplacé d'office par son suppléant pour le reste de la durée du mandat.

Section 4. — Des missions du Conseil consultatif et des collèges

Art. 5. § 1^{er}. D'initiative, ou sur requête du ministre de la Justice ou des Chambres législatives, le Conseil consultatif a pour mission de donner des avis et de se concerter avec ces instances sur tout ce qui se rapporte au statut, aux droits et aux conditions de travail des juges et des officiers du ministère public.

§ 2. Chaque collège prépare les avis de l'assemblée générale ainsi que les avis sur les points mis à l'ordre du jour, soit par le président d'un collège, soit à la demande d'au moins quatre membres d'un collège.

Les ordres du jour et les avis de chaque collège sont transmis à l'autre collège par le Bureau selon les modalités déterminées par le règlement d'ordre intérieur. Le président réunit le Conseil consultatif en assemblée générale à la demande d'un des collèges ou de sa propre initiative.

L'assemblée générale se prononce sur les avis des collèges.

§ 3. De kandidaten worden per kiescollege gerangschikt in volgorde van het aantal behaalde stemmen. In deze volgorde zijn verkozen de magistraten met het meeste aantal stemmen en die eveneens beantwoorden aan de samenstellingscriteria waaraan elk college moet voldoen, zoals bepaald in artikel 2, § 2. Bij staking van stemmen wordt voorrang gegeven aan de jongste van de kandidaten.

§ 4. Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan het mandaat in de Adviesraad wanneer een lid :

- 1° zijn ambt van magistraat niet meer uitoefent;
- 2° zijn hoedanigheid verliest op basis waarvan hij gekozen is voor de Adviesraad;
- 3° lid wordt van de Hoge Raad voor de Justitie.

§ 5. De plaatsvervangende magistraten, de rechters in handelszaken, de rechters en raadsheren in sociale zaken vormen per taalrol afzonderlijke kiescolleges. Elk kiescollege kiest uit zijn midden twee vertegenwoordigers. Elk lid van het kiescollege beschikt over één stem. Op dezelfde wijze wordt voor elke vertegenwoordiger een plaatsvervanger gekozen.

Afdeling 3. — Werking

Art. 4. § 1. De leden van de Adviesraad hebben zitting voor een periode van vier jaar, die eenmaal hernieuwbaar is.

De bekendmaking van de lijst met de leden van de Adviesraad en hun plaatsvervangers in het *Belgisch Staatsblad* geldt als installatie.

§ 2. Elk college kiest onder zijn leden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris. Zij vormen samen het Bureau van de Adviesraad.

Het voorzitterschap van de Adviesraad wordt voor een termijn van twee jaar beurtelings bekleed door een van beide voorzitters, te beginnen met de oudste.

Bij diens afwezigheid wordt het voorzitterschap waargenomen door de ondervoorzitter van hetzelfde college.

§ 3. Maken deel uit van de algemene vergadering met raadgevende stem :

- de vertegenwoordiger van een magistratenvereniging die ten minste 75 leden telt gedurende een jaar. Deze termijn wordt telkens met een jaar verlengd op voorwaarde dat het aantal leden van de vereniging op de eerste januari van het kalenderjaar ten minste 75 bedraagt;
- de voorzitter van de vereniging van Duitstalige magistraten;
- de vertegenwoordigers van de plaatsvervangende magistraten, de rechters in handelszaken, de rechters en raadsheren in sociale zaken, bedoeld in artikel 3, § 5.

§ 4. Het Bureau bereidt de algemene vergaderingen voor, voert haar beslissingen uit en coördineert haar werkzaamheden.

§ 5. Behoudens andersluidende beschikkingen worden de beslissingen van de algemene vergadering, van de colleges en van het Bureau genomen bij gewone meerderheid van stemmen op voorwaarde dat tenminste de helft van de leden aanwezig is. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 6. De algemene vergadering en de colleges stellen een huishoudelijk reglement op dat hun werking bepaalt.

§ 7. Een lid dat verhinderd of afwezig is, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger. Een lid waarvan het mandaat voortijdig openvalt, wordt voor de resterende duur van het mandaat van rechtswege vervangen door zijn plaatsvervanger.

Afdeling 4. — Opdrachten van de Adviesraad en de colleges

Art. 5. § 1. De Adviesraad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister van Justitie of van de Wetgevende Kamers adviezen te geven en met hen overleg te plegen over al hetgeen betrekking heeft op het statuut, de rechten en de werkomstandigheden van de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie.

§ 2. Elk college bereidt de adviezen van de algemene vergadering voor evenals de adviezen over de aangelegenheden die, hetzij door de voorzitter van een college, hetzij op verzoek van ten minste vier leden van een college op de agenda worden geplaatst.

De agenda's en de adviezen van elk college worden aan het andere bezorgd door het Bureau op de wijze bepaald in het huishoudelijk reglement. De voorzitter roept de Adviesraad in algemene vergadering bijeen op verzoek van een van de colleges of op eigen initiatief.

De algemene vergadering spreekt zich uit over de adviezen van de colleges.

Lorsque l'avis final de l'assemblée générale ne reflète pas l'opinion unanime des membres ou des collègues, chaque membre ou collègue a le droit de joindre l'exposé de son opinion personnelle à l'avis final.

§ 3. La manière dont les avis sont établis et les délais dans lesquels les avis sont transmis aux autorités consultantes sont déterminés par arrêté royal.

§ 4. Le ministre de la Justice transmet au Conseil consultatif tous les avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres et qui ont trait aux missions du Conseil consultatif.

§ 5. Les avis du Conseil consultatif n'ont pas d'effet contraignant ni suspensif.

Section 5. — Dispositions générales

Art. 6. § 1^{er}. Un membre du Conseil consultatif ne peut pas faire objet d'une procédure disciplinaire pour une opinion exprimée dans le cadre de l'exercice des missions du Conseil consultatif.

§ 2. Le personnel, le matériel et les locaux nécessaires à l'encadrement des activités du Conseil consultatif sont mises à sa disposition par le ministre de la Justice. Le cadre organique est déterminé par arrêté royal. Les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil consultatif sont imputés au budget du ministère de la Justice.

§ 3. Le siège du Conseil consultatif est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 7. En dérogation à l'article 3, § 2, alinéa 3, les premières élections pour le Conseil consultatif seront organisées par le ministre de la Justice, et ce, en même temps que les élections du Conseil supérieur de la Justice.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires 1677. — N° 1 : Proposition de loi de MM. Duquesne, Dewael, Maingain, Bourgeois, Giet, Vandeurzen, Beaufays et Landuyt. — N° 2 : Avis du Conseil d'Etat. — N° 3 à 7 : Amendements. — n° 8 : Rapport de MM. Vandeurzen et Barzin. — N° 9 : Texte adopté par la commission. — N°s 10 et 11 : Amendements. N° 12 : Rapport complémentaire. — N° 13 : Texte adopté par la commission (art. 77 de la Constitution). — N° 14 : Texte adopté par la commission (art. 78 de la Constitution). — N° 15 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (art. 77 de la Constitution).

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séances des 24 et 26 novembre 1998.

Session ordinaire 1998-1999.

Sénat

Documents parlementaires 1170. — N°1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. — N° 2 : Projet non évoqué par le Sénat.

82/41 : Décisions de la commission parlementaire de concertation.
Voir aussi :

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — 1841/1 texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (art. 78 de la Constitution).

Indien het eindadvies niet de eenstemmige mening van de leden of de colleges weergeeft, heeft ieder lid of college het recht de uiteenzetting van zijn individuele mening aan het eindadvies toe te voegen.

§ 3. De wijze waarop de adviezen worden opgesteld en de termijn binnen dewelke deze adviezen worden overgezonden aan de raadplegende overheden, worden vastgesteld bij koninklijk besluit.

§ 4. De minister van Justitie doet aan de Adviesraad mededeling van alle voorontwerpen van wet die zijn goedgekeurd door de Ministerraad en die betrekking hebben op de opdrachten van de Adviesraad.

§ 5. De adviezen van de Adviesraad hebben noch bindende, noch opschortende werking.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen

Art. 6. § 1. Een lid van de Adviesraad kan niet tuchtrechtelijk vervolgd worden voor een mening uitgebracht in de uitoefening van de opdrachten van de Adviesraad.

§ 2. De minister van Justitie stelt aan de Adviesraad het personeel, het materieel en de lokalen ter beschikking noodzakelijk om de activiteiten van de Adviesraad te ondersteunen. De personeelsformatie wordt bij koninklijk besluit vastgelegd. De noodzakelijke middelen voor de werking van de Adviesraad vallen ten laste van de begroting van het ministerie van Justitie.

§ 3. De zetel van de Adviesraad is gevestigd in het bestuurlijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 7. In afwijking van artikel 3, § 2, derde lid, worden de verkiezingen voor de Adviesraad voor de eerste maal georganiseerd door de minister van Justitie, terzelfdertijd met de verkiezingen van de Hoge Raad voor de Justitie.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS
Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden 1677. — Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren Duquesne, Dewael, Maingain, Bourgeois, Giet, Vandeurzen, Beaufays en Landuyt. — Nr. 2 : Advies van de Raad van State. — Nrs. 3 tot 7 : Amendementen. — Nr. 8 : Verslag van de heren Vandeurzen en Barzin. Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie. — Nrs. 10 en 11 : Amendementen. — Nr. 12 : Aanvullend verslag. — Nr. 13 : Tekst aangenomen door de commissie (art. 77 van de Grondwet). — Nr. 14 : Tekst aangenomen door de commissie (art. 78 van de Grondwet). — Nr. 15 : Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (art. 77 van de Grondwet).

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 24 en 26 november 1998.

Gewone zitting 1998-1999.

Senaat

Parlementaire bescheiden 1170. — Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de kamer van volksvertegenwoordigers. — Nr. 2 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

82/41 : Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie.

Zie ook :

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — 1841/1 tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (art. 78 van de Grondwet).